

une phase nouvelle et offensive

La lutte contre le régime doit entrer dans les mois à venir dans une phase nouvelle et offensive, pour ouvrir la possibilité d'une victoire et répondre aux aspirations des jeunes et des travailleurs de ce pays. C'est dans ce but que le PSU inscrit ses propositions dans deux grandes directions :

• 1 - développer l'unité populaire

L'unité populaire a été l'élément essentiel de la campagne présidentielle, non parce qu'elle constitue la meilleure combinaison électorale, mais parce qu'elle traduit, sur le plan politique, l'unité de la classe ouvrière qui se manifeste sur tous les terrains où les travailleurs doivent lutter contre la bourgeoisie, que ce soit dans l'entreprise ou en dehors des lieux de production.

Il est fondamental que cette unité soit maintenue et développée, aussi bien par la confrontation des idées en vue de rechercher l'accord le plus large possible sur les objectifs et les formes de la lutte contre le capitalisme que par la définition d'actions commune

Le PSU se félicite des initiatives qui ont pu être prises dernièrement en ce sens, qu'il s'agisse des accords conclus entre les grandes organisations syndicales ou des actions menées en commun par les organisations du mouvement ouvrier (en particulier contre la répression au Chili, en Iran, ou comme à Rouen contre le refus des libertés fondamentales pour les jeunes appelés du contingent).

Le PSU, qui va reprendre avec le PCF les conversations qui avaient été interrompues par la campagne électorale et qui doivent se conclure par un accord sur des objectifs précis, entend proposer aux autres organisations des actions communes, en particulier sur les points suivants :

— pour que des mesures rigoureuses soient prises afin de prévenir les accidents du travail et que des sanctions très fermes soient appliquées aux patrons qui ne les respecte-

raient pas. La récente grève d'Usinor a montré que le patronat considère les accidents comme un simple élément du coût de production et que seule une action résolue de l'ensemble des organisations ouvrières peut mettre fin à cet effroyable scandale ;

— pour empêcher le gouvernement de livrer l'ORTF à quelques groupes financiers, complétant ainsi le contrôle que quelques trusts exercent sur l'ensemble des moyens d'information ;

— pour que soit préparée dès maintenant une rencontre de l'ensemble des organisations de la gauche, qui au-delà des Assises des forces socialistes, permettrait à l'unité populaire de s'enrichir de la diversité de ses composantes.

• 2 - donner toute sa force politique au socialisme autogestionnaire

Dans sa dernière session la Direction Politique Nationale du PSU avait estimé « qu'une rencontre des forces socialistes pourrait être efficace si elle permettait de jeter les bases d'une action et d'une organisation de masse fondée sur une orientation socialiste autogestionnaire et sur une action militante étroitement liée aux luttes sociales ».

Elle estimait par ailleurs indispensable la formation d'un groupe préparatoire « pour définir la nature et les conditions d'une telle rencontre » en ajoutant : « Le PSU souhaite la formation d'un tel groupe qui dépend largement de ceux qui ne sont pas engagés actuellement dans un parti politique déterminé ».

La D.P.N. des 29 et 30 juin prend acte de trois faits qui peuvent permettre d'avancer aujourd'hui dans une telle voie :

— // s'agit d'abord de « l'Appel à la constitution d'une grande force socialiste » signé par plusieurs centaines de militants syndicaux et d'organisations sociales,

culturelles, familiales, qui situent leur combat dans l'axe du contrôle et de l'autogestion socialiste. Par son importance, cet Appel montre nettement que l'enjeu de la période dépasse largement le cadre des seules organisations politiques existantes.

— La DPN constate par ailleurs l'accord de la Convention du Parti Socialiste pour tenir à l'automne des « Assises nationales du socialisme ».

— Elle prend acte également de l'accord du Parti Socialiste et des signataires de l'Appel pour créer un groupe de travail préparatoire à ces Assises.

La DPN du PSU confirme quant à elle son accord pour la tenue de ces Assises et délègue 5 de ses membres pour participer à ce groupe de travail. Elle rappelle qu'il ne s'agit en aucun cas d'envisager l'intégration du PSU au sein d'une autre organisation politique existante. Elle indique les objectifs par rapport auxquels le PSU situe des Assises et leur préparation :

1) — Le PSU estime nécessaire qu'un large débat puisse s'ouvrir dès maintenant au niveau des militants des différentes composantes pour la tenue des assises. En particulier des débats régionaux et dans des entreprises sont indispensables pour situer concrètement les enjeux auxquels le socialisme doit répondre en termes de luttes politiques comme en termes de luttes sociales.

2) — Le PSU a toujours estimé qu'un « Projet de société » n'était pas extérieur aux combats actuels mais leur donnait au contraire leur perspective politique. C'est sur la base du Manifeste de Toulouse qui lie étroitement l'axe du contrôle ouvrier et populaire à la perspective de l'autogestion que les représentants du PSU conçoivent l'élaboration d'un Projet de société.

3) — La question capitale que le mouvement ouvrier doit résoudre s'il veut gagner la bataille du socialisme, est le décalage entre l'expérience vécue des luttes sociales et leur traduction politique. C'est dire que pour le PSU les Assises doivent aborder concrètement les problèmes de l'intervention dans les luttes sociales en particulier dans le secteur de la production, et débattre de la nature de l'action militante seule capable de lier luttes sociales et luttes politiques. Il

rappelle par ailleurs l'importance qu'a pour lui la prise en charge de l'intervention politique sur le plan régional.

4) — Conformément aux orientations définies par le Conseil National de novembre 1973, le PSU inscrit son effort pour le développement du socialisme autogestionnaire dans le cadre de l'Unité populaire qu'il s'agit plus que jamais d'approfondir et de renforcer : c'est sur cette base qu'il situe sa participation et ses interventions aux Assises.

5) - Il appartiendra au groupe de travail réunissant les trois composantes de fixer une date des Assises du socialisme permettant une préparation suffisante, d'en préciser le déroulement et de rédiger les textes soumis aux débats pour faciliter les échanges entre militants. Ce même groupe devra tirer une synthèse de ces débats et en dégager les conclusions politiques.

6) - Lors de ces Assises il ne s'agit pas de pré-déterminer des décisions de type organisationnel. Au vu des conclusions politiques des Assises il appartiendra au P S U en son sein d'engager une discussion approfondie sur les perspectives organisationnelles qui pourraient en découler ou non. Un congrès s'en saisira et devra trancher.

7) - Le PSU n'entend pas en effet engager des négociations compliquées, publiques ou secrètes sur ces points. Ce qui lui paraît capital c'est que l'apparition d'une force politique socialiste de type nouveau dépend de la capacité de tous ceux qui aspirent à en faire partie à s'inscrire dans les luttes sociales menées à l'intérieur comme à l'extérieur de la production contre le système capitaliste et le régime qui garantit sa survie.

8) - Les Assises des forces socialistes sont une donnée importante pour la construction d'une force autogestionnaire. Elles ne sauraient être la seule. C'est pourquoi le PSU poursuivra activement son intervention dans les luttes sociales et politiques dans les mois à venir, ainsi que le débat pour élaborer un programme de transition. Il ne peut être question de subordonner l'activité et la réflexion du P.S.U. à la préparation de ces Assises.

Adoptée lors de la réunion de la Direction politique nationale, les 29 et 30 juin, par 46 voix pour, 21 contre, 1 abstention. ■